POLITIQUE DES BARRAGES ET PROBLÈMES DE LA MODERNISATION RURALE DANS LE GHARB

La place qu'occupe le secteur agricole dans l'ensemble de l'économie du pays explique le choix du planificateur qui lui réserve la part du lion. En effet l'agriculture occupe environ 70 % de la population marocaine et les productions de la terre jouent un rôle considérable dans la production générale, le revenu national, et plus spécialement dans les exportations d'où son importance dans la balance du commerce extérieur. Paradoxalement, la population rurale est aussi une des plus pauvres des différentes catégories sociales. Or les 70 % forment les 3/4 du marché national et tout décollage devient nécessairement dépendant de la « promotion » de la paysannerie. La planification au Maroc s'est toujours attachée à réserver une part importante des investissements au secteur agricole, véritable pierre angulaire du développement national :

2 ^e plan quadriennal 1954-57	35 % des investissements
3 ^e plan biennal 1958-59	34 % des investissements
4 ^e plan quinquennal 1960-64	34 % des investissements
5 ^e plan triennal 1965-67	34 % des investissements
6 ^e plan quinquennal 1968-72	33 % des investissements
7 ^e plan quinquennal 1973-77	15 % des investissements

Il faut rappeler qu'à la demande du gouvernement marocain, une mission de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) a étudié au cours du printemps 1964 l'ensemble de l'économie marocaine. Le fruit de deux ans de travail de réflexion et d'étude fut un document de 300 pages traitant en 13 chapitres tous les aspects de l'économie marocaine. Les problèmes agricoles font l'objet du chapitre le plus long, comme il convient à la première des priorités reconnues par le plan triennal.

Ce programme doit avant tout permettre d'obtenir une croissance annuelle supérieure à celle de la population. « Nous avons cependant mis en lumière que le taux de croissance devrait être supérieur à 3 % dans divers secteurs de l'économie agricole. Mais déjà, parvenir à un taux de croissance moyen national de 3 % par an impliquera un effort soutenu de la part du gouvernement et du peuple marocain »(1). Le principal effort doit être concentré sur la mise en valeur. Parmi les grands projets

(1) *The economic development of Morocco*, John Press, 1966, New York.

d'irrigation, l'exemple du programme de betterave sucrière est instructif : un effort massif et concentré a été un facteur décisif pour le rapide succès de la campagne dans la première zone d'application : le Gharb. Le rapport de la BIRD ne considère pas qu'une réforme agraire est nécessaire mais « conseille » plutôt d'augmenter rapidement et efficacement la production agricole en concentrant les investissements publics et privés dans l'agriculture; d'où la concentration et l'orientation des investissements vers l'agriculture et particulièrement l'infrastructure hydraulique.

I. — LES GRANDS BARRAGES

Déjà la colonisation au Maroc pouvait se prévaloir de ses réalisations dans le Tadla où la construction du barrage de Bin-el-Ouidane assura l'irrigation du territoire des Bani Amir de part et d'autre de l'Oum-el-Rebia. Mais l'agriculture ne parvenant plus à répondre aux exigences d'une population en croissance continue, la colonisation avait dû chercher de nouvelles ressources dans la multiplication des activités industrielles : d'où construction de centrales hydro-électriques au pied des barrages réservoirs visant avant tout à compenser la pauvreté des ressources en houille.

a) Barrages existants avant 1967.

1 — Barrage de Sidi-Marachou, construit entre 1925 et 1929 sur l'Oum-er-Rebia, près d'El-Jadida. Sa capacité est de 2 millions de m³, sa fonction principale est la production d'énergie électrique et l'alimentation en eau de Casablanca.

2 — Barrage d'El-Kansera, construit de 1927 à 1937 sur l'Oued Beth, à 22 km de Sidi-Slimane dans le bassin du Sebou. D'une capacité de 227 millions de m³, il produit de l'énergie électrique.

3 — Barrage Oued Mellah construit entre 1928 et 1938 sur l'Oued du même nom près de Casablanca, surélevé en 1940, il a une capacité de 18 millions de m³, permet l'irrigation de 425 ha et alimente Casablanca en eau.

4 — Barrage Ali-Thelat, construit entre 1931 et 1934 sur l'Oued Lau près de Chaouen. D'une capacité de 25 millions de m³, il produit de l'énergie électrique et permet l'irrigation de 1 400 ha.

5 — Barrage Cavagnac ou Lalla Takerkoust construit entre 1929 et 1935 sur l'Oued Nfis, près de Marrakech. D'une capacité de retenue de 52 millions de m³, il permet l'irrigation de 5 000 ha dans la plaine du Haouz.

6 — Barrage Ouezzane construit en 1936 et 1937 sur l'Oued Bou-Deroura, près d'Ouezzane, dans le bassin du Sebou. D'une capacité de 400 000 m³ il permet l'alimentation en eau d'Ouezzane.

7 — Barrage d'Imfout, construit entre 1939 et 1944 sur l'Oum-er-Rebia, près de Settat. D'une capacité de 83 millions de m³, il permet l'irrigation de 15 000 ha.

8 — Barrage de Zemrane construit entre 1950 et 1952 sur l'Oued Mellah

près de Khouribga. D'une capacité de 600 000 m³, il sert aux installations de l'OCP et à l'alimentation en eau de Khouribga.

9 — Barrage de Daourat construit entre 1946 et 1950 près d'El-Jadida. D'une capacité de 24 millions de m³, il produit de l'énergie électrique.

10 — Barrage de Bin-el-Ouidane construit entre 1949 et 1953 sur l'oued El-Abid près de Beni-Mellal dans le bassin de l'Oum-er-Rebia. D'une capacité de 1 500 millions de m³, il permet l'irrigation de la plaine du Tadla et produit 215 millions de kWh/an. C'est l'ouvrage le plus important du Maroc.

11 — Barrage des Aït-Ouarda, construit entre 1948 et 1953. C'est l'ouvrage de compensation du barrage de Bin-El-Ouidane.

12 — Barrage de Mechra-Homadi, construit entre 1954 et 1955 sur la Moulouya, près d'Oujda. C'est l'ouvrage de compensation du barrage Mohamed V.

13 — Barrage de Taghdout construit entre 1954 et 1955 sur l'oued du même nom dans le bassin du Drâa près de Ouarzazate.

14 — Barrage de Nakhla construit entre 1947 et 1961 à 15 km de Tétouan. D'une capacité de 9,2 millions de m³, il permet l'irrigation de 700 ha.

15 — Barrage de Safi achevé en 1965 sur l'oued Sahim près de Sadi. D'une capacité de 3,1 millions de m³, il permet de créer une réserve pour l'alimentation en eau de la ville et du complexe de Safi.

16 — Barrage Mohammed V (Mechra-Klila). Construit entre 1960 et 1967 sur la Moulouya au sud de Nador. D'une capacité de 730 millions de m³ de retenue d'eau, il constitue la pièce maîtresse de l'irrigation de la vallée de la Moulouya. Il a pour objectif économique, la mise en valeur de 70 000 ha dans la région de Nador-Berkane et la production de 85 millions de kWh par an. Son exécution fait partie d'un aménagement du bassin de la Moulouya à l'Oriental, aménagement financé en partie par les Etats-Unis.

b) *Les grands barrages construits au cours du plan 68-72.*

1 — Le barrage Moulay Youssef (Aït-Aadel) : construit entre 1966 et 1971 sur l'oued Tessaout à l'est de Marrakech. D'une capacité de retenue de 200 millions de m³ il a pour objectif économique l'irrigation de 30 000 ha dans la plaine du Tessaout et la production de 60 millions de kWh par an. Le coût de l'ouvrage est de 176 millions de DH; le financement est assuré par le Koweït et l'Iran.

2 — Barrage de l'Oued Ziz ou Hassan Ad-Dakhil construit sur l'Oued du même nom au sud de Ksar-es-Souk dans le Tafilalet. L'ouvrage aura une capacité de retenue de 380 millions de m³, et permettra de protéger la vallée du Ziz contre les crues dévastatrices et irriguer 15 000 ha. Une usine hydro-électrique produirait 15 millions de kWh. Son financement d'un coût de 180 millions de DH est entièrement national. C'est le « barrage du sucre ». En effet le 11 décembre 1965 le chef de l'Etat demande à la population dans un discours radiodiffusé de choisir entre une baisse de

0,35 DH du kilo du prix du sucre et le maintien du prix avec mise en œuvre de grands travaux, notamment le barrage sur l'Oued-Ziz.

3 — Barrage Mansour Eddahbi ou Zaouïa-N'Ourbaz construit sur l'Oued Drâ qui devrait permettre l'irrigation de 18 000 ha. Le financement extérieur est assuré par l'URSS.

4 — Barrage Youssef ben Tachfine ou oued Massa construit à Tankist sur l'Oued du même nom; d'une capacité de retenue de 90 millions de m³ compte tenu de l'évaporation, il permettrait l'irrigation de 14 000 ha dans les plaines Chtouka et Souss.

5 — Surélévation du barrage d'El-Kansera. Il s'agit de surélever le barrage du même nom, construit sur l'Oued Beht au Gharb de 1926 à 1935, ce qui permettrait d'accroître la superficie irriguée de Sidi Slimane de 4 000 ha. L'opération coûte 7 millions de DH. Le financement extérieur est assuré par la BIRD dans le cadre de l'ouverture de crédit consentie depuis 1961 par la Banque Mondiale en vue de l'extension du polygone betteravier de Sidi Slimane.

6 — Barrage Idriss 1^{er} ou d'Arabat construit de 1969 à 1973 sur l'Oued Innaouène à 25 km de Fès. C'est le premier barrage entrant dans le cadre du projet Sebou qui doit voir l'édification de 7 à 12 ouvrages et l'irrigation de 250 à 300 000 ha dans les 25 ans à venir. Le financement extérieur est assuré par la BIRD. En effet, le 15 novembre 1969 le directeur de la BIRD Mac Namara signe à Rabat deux accords de prêt d'un montant de 60 millions de dollars, dont l'un de 46 millions de dollars pour le financement du « programme Sebou ».

II. — LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU GHARB

C'est en octobre 1968 que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) remettait au gouvernement marocain le rapport relatif au développement du bassin du Sebou. Les études entreprises par la mission Sebou constituent l'un des plus importants « projets » organisés dans le monde par le PNUD et la FAO.

Le Sebou, un des principaux fleuves d'Afrique du Nord, dispose d'un bassin couvrant 40 000 km² soit environ le dixième de la superficie totale du Maroc. Il est limité à l'ouest par le littoral atlantique à hauteur de Kénitra à l'est par le bassin de la Moulouya, à hauteur de Taza, au nord par la chaîne du Rif et au sud par celle du Moyen-Atlas.

La population de cet ensemble dépasse les 3 millions d'habitants soit 20 % de la population du Maroc; elle est à 70 % rurale et fournit plus d'un quart de la production agricole nationale.

Les dépenses du projet se sont élevées à un montant total correspondant à 6,8 millions de dollars, soit 5 millions de dollars à la charge du gouvernement marocain et 1,8 représentant la contribution des Nations Unies. En se bornant uniquement à l'aménagement hydro-agricole du Gharb, les

investissements prévus pour la première phase des réalisations sont de l'ordre de 200 millions de dollars (2).

Les investigations agro-pédologiques ont permis de recenser des superficies irrigables dans tout le bassin du Sebou de l'ordre de 400 000 ha, sur lesquels 250 000 ha dans le Gharb se présentant d'un seul tenant.

Un véritable plan de développement régional naquit des travaux de plusieurs années d'études mobilisant 55 ingénieurs, économistes et sociologues aidés par un important personnel d'exécution. Le projet a fait également appel à 48 consultants.

Le projet pris dans sa globalité permettrait de combler dans l'avenir l'écart entre la production et les besoins qui, selon les planificateurs eux-mêmes irait en s'aggravant.

D'après l'administration du plan, la population marocaine devrait passer de 14 millions en 1967 à 23 millions en 1985 et atteindre 31 millions en l'an 2000. Les planificateurs mesurent alors la difficulté d'obtenir dans ces conditions une quelconque amélioration du niveau de vie en 1985.

Une légère amélioration suppose, toujours d'après « les perspectives 1985 » une croissance de la production intérieure brute, selon un taux de 4 % par an. Or, ce taux ne peut être obtenu qu'avec une croissance de l'agriculture de 2,5 % par an pour l'ensemble du pays.

Il faudrait donc envisager une politique de développement concernant tous les secteurs d'activité et rechercher la plus grande intensification possible de l'agriculture du Sebou en accordant la priorité aux cultures apportant la valeur ajoutée nette la plus élevée à l'hectare par :

- le choix d'une succession de cultures garantissant la conservation et l'enrichissement des sols;
- l'introduction d'un certain équilibre entre les cultures et l'élevage;
- l'élimination progressive des jachères à vocation de parcours;
- le développement des cultures fourragères.

Les perspectives de développement se traduiraient en périmètre irrigué par :

- la disparition des jachères;
- la diminution des superficies consacrées aux céréales et aux légumineuses alimentaires;
- l'extension des cultures fourragères et des cultures industrielles (comme le sucre, la betterave, le coton);
- l'accroissement des plantations d'arbres fruitiers (agrumes et oliviers) et l'introduction de la polyculture. La production animale sera axée vers la production laitière.

et en périmètre non irrigué par :

- la disparition des jachères;
- la diminution des emblavures de céréales;

(2) OVED G. « Un développement régional intégré : l'exemple du bassin du Sebou », *Options Méditerranéennes*, n° 11, février 1972.

- l'augmentation des plantations fruitières;
- le développement des productions fourragères.

La production animale serait orientée vers la production de la viande, avec, autour des villes une production laitière commercialisable.

Selon le projet la production pourrait s'accroître jusqu'à la fin du siècle selon un taux annuel moyen de 3 %. La valeur agricole ajoutée brute estimée à 660 millions DH en 1967 passerait à 1 060 millions DH en 1985 et à 1 810 millions DH en l'an 2000. La production forestière estimée à 23 millions DH en 1967 passerait à 46 millions DH en 1985 et à 75 millions DH en l'an 2000.

Le produit régional croissant en moyenne au rythme de 4,2 % et la population s'élevant à 2,4 %, le produit par habitant croîtrait en moyenne de 1,8 %. En chiffres absolus, le revenu moyen disponible par famille (5 personnes) compte tenu des investissements prévus, passerait de 2 300 DH en 1967 à 3 600 DH en l'an 2000.

Cette amélioration du niveau de vie s'accompagnerait d'une réduction de la disparité entre villes et campagnes. Les activités croîtraient sensiblement comme la population et maintiendraient les revenus individuels dans les villes. Par contre l'emploi agricole passerait de 70 millions de journées pour l'ensemble du Sebou à 110 millions de journées en l'an 2000 soit une augmentation de 60 %.

Ce projet ambitieux, solidement charpenté, ne négligeant aucune donnée, n'entraînant aucun déséquilibre au niveau des moyens financiers et techniques dont dispose le pays, contribuant à « améliorer la balance commerciale du Maroc », et permettant le « décollage » du nord du Maroc, doit être réalisé dans son intégralité. En effet il ne s'agissait pas dans l'aménagement du Gharb de se contenter de construire un barrage, mais avant tout de réunir « toutes les conditions d'une bonne utilisation des ressources en eau rendues disponibles » et de commencer « immédiatement » à organiser la « concertation » avec les masses paysannes intéressées. Tout comme il convenait d'éviter les opérations dites de « saupoudrage » et « d'effet vitrine ».

Les vrais problèmes n'ont pas échappé à la vigilance des auteurs du projet. En effet la diversité des statuts fonciers et la répartition inégale des propriétés et des moyens de travail « créent des déséquilibres qui ne permettent pas d'envisager leur adaptation aux contraintes techniques de l'intensification agricole ». De même « l'existence de très petites exploitations, le système de métayage pratiqué dans la plupart des grandes propriétés marocaines, les règles juridiques gouvernant les terres collectives font obstacle à toute politique d'investissements agricoles ».

Les contraintes de l'irrigation imposent dans le Gharb un « bouleversement des structures que rendent possible les conditions de répartition des terres ». Le projet ayant constaté « l'indifférence » des paysans à l'action de l'Etat, indifférence allant parfois jusqu'à « l'hostilité », propose de replacer le paysan dans son véritable cadre social, ce qui permettrait aux organes d'intervention de l'Etat de disposer d'une « base d'action qui garantirait le succès de leurs efforts et permettrait aux agriculteurs de prendre

progressivement en mains la gestion de leurs affaires ». En clair il faudrait rendre au Douar sa vocation d'unité politique et économique autonome et attribuer à la communauté des paysans la gestion des terres.

Pour l'équipe du Sebou, le développement espéré n'est possible qu'au prix d'un réaménagement foncier. Ce réaménagement est possible dans le cadre d'une mini-réforme agraire régionale dont le fonds serait constitué par des terres de colonisation récupérées, des terres collectives, des terres domaniales gagnées sur les marécages et des terres reprises à d'importants propriétaires.

Déjà en 1965 les directives royales faisaient des terres de colonisation, domaniales et collectives un fonds de réforme agraire (3).

Il est prévu que les premiers bénéficiaires en matière de redistribution soient les petits agriculteurs, dont l'exploitation serait portée à 5 ha, puis les ouvriers agricoles travaillant sur les terres à redistribuer et les paysans sans terre. Cependant le plan quinquennal 1973-1977 dans ses orientations sectorielles constate le « facteur dominant dans le paysage rural de l'agriculture traditionnelle » et prévoit une « réforme importante par la récupération réalisée des terres de colonisation privée et leur redistribution en vue d'assurer une meilleure structure de la propriété rurale dans le pays sans pour autant négliger l'impératif d'accroissement de la production agricole ». Est-ce un recul par rapport aux directives royales de 1965 ? Il est fort possible que le cas du Gharb ne soit pas inclus dans ces orientations, en tout cas, le plan ne le précise pas. D'autre part le Directeur du Projet manifeste une certaine amertume en constatant que le lancement du barrage d'Arabat en 1969 n'était accompagné d'aucune « modification à l'aval permettant de penser que les responsables locaux de l'agriculture — parfaitement au courant des propositions du projet, à l'élaboration desquelles ils avaient été associés — avaient reçu instruction de préparer les conditions d'une véritable mise en valeur ». Puis, évoquant certains aspects psychopolitiques qui caractérisent parfois les « projets » de coopération internationale, il conclut que lorsqu'il s'agit de promouvoir le développement « beaucoup de gouvernements reculent devant l'importance des transformations nécessaires, convaincus finalement que la pérennité de leur pouvoir est lié au maintien des structures existantes dans tous les domaines ».

III. — STRUCTURES FONCIÈRES ET STRATIFICATION SOCIALE DANS LE GHARB

Les chiffres dont nous disposons datent de 1970. Nous ne connaissons pas d'évolution notable et décisive depuis cette période. La dernière enquête foncière n'a toujours pas été publiée.

(3) Directives Royales du 17 Dhou l'Hijja 1384 (20 avril 1965) : « Ce fonds comprendra les terres domaniales, les terres collectives, les terres Guich, les terres Habous, toutes les terres de colonisation officielle ou Melk récupérées ou à récupérer ainsi que la récupération du produit des indemnités en nature ou en espèces, provenant de la plus-value des équipements faits par l'Etat sur les terres privées ». Terres collectives + terres domaniales + terres de colonisation = 2/3 des terres de l'ensemble du Gharb.

a) *Structure de la propriété foncière dans le Gharb.*

En 1970 la répartition était la suivante :

Nature des propriétés	Superficies
terres collectives	100 000 ha
biens melk	153 000 ha
Etat	27 000 ha
colons étrangers	20 000 ha

Les terres melk ne dépassaient guère les 100 000 ha en 1965. D'après le tableau, leurs exploitations ont augmenté de 53 000 ha. En effet, les colons occupaient 100 000 ha jusqu'en 1963, date de la récupération, 27 000 ha de « colonisation officielle » sur lesquels 10 000 sont distribués et 17 000 sont gérés par le Ministère de l'Intérieur. Les biens de « colonisation privée » (73 000 ha) sont, rachetés en grande partie par les grands propriétaires fonciers locaux dont la propriété est passée de 100 000 à 153 000 ha.

Ces spéculations foncières ne sont autres que les effets de la politique d'implantation des grands barrages. Il suffit de prononcer le terme barrage dans une région pour donner le départ de la course à la terre. La politique des barrages est, comme le remarque fort justement Hamraoui (4) le fer de lance de la concentration foncière. Nous verrons d'après la répartition par catégories sociales que cette politique a débouché sur l'aggravation des inégalités sociales, « la concentration des richesses d'un côté et la paupérisation effrénée de couches de plus en plus élargies de la paysannerie de l'autre » (5). Ces couches, premières victimes de l'ascension de la grande bourgeoisie agraire, n'ont pas manqué de « s'insurger contre l'appropriation illégale d'une partie des terres des colons par les grands propriétaires » (6). L'auteur fait allusion aux paysans qui s'étaient opposés le 28 novembre 1970 à l'entrée des tracteurs du nouvel acquéreur marocain sur des terres sur lesquelles ils avaient fait valoir leurs droits. En effet, les incidents entre paysans des collectifs et forces auxiliaires ont fait cinq morts. Devant l'émotion générale suscitée par ces événements sanglants, le général Oufkir était amené à s'en expliquer devant la Chambre des Représentants le 4 décembre 1970.

Cet exemple n'est hélas pas le seul. En effet dans le douar Zranoun situé dans la circonscription de Knichat (région de Sidi Kacem) le président du conseil communal avec quelques gros propriétaires se sont arrogés le droit, au moment de l'enregistrement des titres à la conservation foncière, de s'approprier, au titre de biens privés, des terres collectives appartenant à la tribu des Zranoun. Et chaque année depuis 1971 où la manœuvre fut réalisée, les paysans de la tribu s'opposent, violemment, à la période des

(4) *Anfas*, n° 1, 1971, p. 15.

(5) TALHA L. « L'économie maghrébine depuis l'indépendance », *Introduction à l'Afrique du Nord Contemporaine*, CNRS, 1975, p. 185.

(6) *As-Siyāsa ad-Dualiya*, n° 30, octobre 1972, p. 927.

labours, aux propriétaires qui envahissent les terres collectives de leurs tracteurs. Ce fut le cas en décembre 1973, en novembre 1974. Les pratiques d'accaparement ne sont pas récentes et pour plus de détail nous ne pouvons que renvoyer à l'imposant travail de Jean Le Coz, *le Rharb, fellahs et colons*. « Dans le Haut-Rharb, l'accaparement des terres a également conduit à la constitution de « domaines ». La concentration des parcelles détenues par les ex-collectivistes au profit de quelques familles, surtout les grandes dynasties caïdales, a pris ici une grande ampleur » (7).

b) *Agriculture et stratification sociale dans le Gharb.*

D'après le tableau ci-dessous 1 % seulement des familles dans le Gharb exploitent 58 % des terres et 92 % des familles rurales sont soit propriétaires de moins de 8 ha soit sans terre.

Exploitants	nombre de familles	%	Superficie	%
Paysans sans terre	20 000	33		
dont salariés agricoles permanents	8 000	13,3		
Paysans possédant entre 0,1 et 3 ha	24 000	40	35 000	11,7
Paysans possédant entre 3 et 8 ha	11 500	19	50 000	16,7
de 8 à 20 ha	4 500	7,5	40 000	13,3
de 20 à 100	500	0,5	38 000	12,7
grands propriétaires + de 100 ha	250	0,25	90 000	30
propriétaires étrangers	60		20 000	6,7
l'Etat : terres récupérées		0,25	17 000	5,7
terres "merja"			10 000	3,3
Total	60 000	100	300 000	100

Source : Anfas 3-4 juillet-août 1971.

1) *Les latifundiaires* sont ceux qui possèdent la terre mais ne la travaillent pas eux-mêmes. Ils vivent de l'exploitation des paysans et occupent des superficies allant de 100 à 6 000 ha. Cette classe des grands propriétaires fonciers qui ne représente que 0,25 % de la population rurale possède 30 % des terres. Cette proportion témoigne d'une grande concentration de la possession et reflète le caractère capitaliste du Gharb.

(7) J. LE Coz, *Le Rharb, fellahs et colons*, t. 1. CNRS, 1964.

On peut distinguer :

— les grands seigneurs d'une part (caïds et grands propriétaires d'avant l'indépendance) qui ont étendu leurs privilèges au temps du protectorat dans la mesure où ils représentaient pour le colonialisme une puissance organisée capable de faire face aux mouvements des masses paysannes pauvres.

L'indépendance accompagnée d'un bref flottement du pouvoir et d'un contrôle de « l'armée de libération » sur les fortunes des seigneurs, collaborateurs ou simples ennemis personnels, entama le prestige et les fortunes de ces derniers. Quelques années plus tard, caïds et chiukhs regagnent du terrain, étendent leur autorité dans les campagnes ainsi que leurs terres par toutes sortes d'opérations (hypothèques, achat des petites parcelles voisines...), et se lancent dans les cultures modernes destinées à l'exportation et à l'agro-industrie locale (agrumes, betterave à sucre, riz, coton).

— la nouvelle bourgeoisie terrienne d'autre part.

Partie intégrante des grands propriétaires fonciers, bien que n'étant pas de la même origine (riches commerçants, citadins ou hauts fonctionnaires), cette classe de riches paysans a étendu son domaine en achetant les terres des petits paysans endettés et des colons étrangers. Cette classe de grands propriétaires fonciers profite largement du code des investissements agricoles publié le 25 juillet 1969 qui tend à institutionnaliser l'appropriation foncière massive et à légaliser l'intervention de l'appareil d'Etat dans les différents domaines de la production agricole. L'application des textes du code des investissements agricoles constitue à la fois un appui légal aux opérations de concentrations foncières, un système de pression par le prélèvement opéré par la « taxe d'équilibre » auprès des bénéficiaires de l'eau, un moyen de prolétarianisation déguisé par l'obligation du système de culture, une procédure d'endettement assurée par l'encadrement du crédit.

Les grands propriétaires fonciers « solvables » aux termes du code des investissements agricoles, titulaires d'exploitations « viables » profitent en premier lieu des équipements dont le coût élevé est supporté par l'ensemble de la population (majoration du prix du sucre).

La structure foncière actuelle et la répartition inégalitaire des moyens de production agricole « permet aux grands propriétaires féodaux, hauts fonctionnaires, d'accaparer le maximum de bénéfices des dépenses publiques qui se trouvent sans effets positifs réels sur les revenus des petits propriétaires et des paysans sans terre. Par ailleurs, l'exécution des projets de construction de barrages s'accompagne de vagues spéculations foncières à la faveur des castes privilégiées qui accaparent les terres appelées à être irriguées et à bénéficier d'une plus-value engendrée par les investissements publics » (8).

2) *La paysannerie riche ou bourgeoisie rurale moyenne.*

Cette classe dont la propriété varie entre 20 et 100 hectares constitue 0,5 % de la population paysanne et dispose de 12 % des terres (cf. tableau).

(8) F. OUALALOU « L'apport étranger et l'agriculture marocaine ». *B.E.S.M.* (122), p. 50.

Ces paysans possèdent l'ensemble des moyens de production et de financement. La majeure partie de leurs revenus provient du fruit du travail des autres (ouvriers agricoles ou khammès). En outre cette classe jouit des mêmes facilités et avantages accordés aux grands propriétaires fonciers.

3) *La moyenne paysannerie ou petite bourgeoisie rurale.*

C'est elle qui possède entre 3 et 20 ha et vit essentiellement de son travail. Elle peut soit posséder les moyens de production soit les louer. Elle constitue 27 % des paysans de la région et se partage 30 % des terres. Cette classe n'est pas homogène. Ces propriétaires de 8 à 20 ha pratiquent l'agriculture moderne et emploient en permanence une main-d'œuvre étrangère à la famille. Quant aux autres (entre 3 et 8 ha) ils n'arrivent pas dégager un surplus annuel suffisant et ne peuvent compter par conséquent que sur leur propre force (main-d'œuvre familiale).

La petite bourgeoisie rurale s'est quelque peu consolidée ces dernières années grâce à la distribution de 10 000 ha sur les « conseils » de la BIRD qui la perçoit comme un relais d'amortissement des conflits à la campagne.

4) *Les paysans pauvres.*

Les tribus et les paysans subissent l'élargissement du mode de production capitaliste dans l'agriculture. Les colons français s'étaient progressivement emparé de leurs terres et, refoulés sur les plateaux et les pentes, ils sont à présent délogés par la bourgeoisie pour permettre l'intensification de l'élevage ou pour fournir des bras à bon marché.

Les paysans pauvres constituent 40 % des paysans du Gharb et se partagent 12 % des terres soit 0,100 à 3 hectares par foyer. Les khammès, en voie de disparition, à cause de la transformation des contrats et baux ruraux, sont évidemment recensés parmi les paysans pauvres.

5) *Les ouvriers agricoles ou prolétariat rural.*

Ouvriers agricoles et khammès partagent la même condition et subissent le même système. Les uns et les autres louent leur force de travail pour assurer leur survie. Ouvriers et khammès constituent 73 % de la masse paysanne du Gharb. Cette masse est appelée à croître rapidement. Et les moyens d'améliorer le sort de cette masse apparaissent aujourd'hui « en toute hypothèse comme extrêmement limités... C'est en fait elle qui va payer la plus grosse part du prix du véritable développement national, celui que les chiffres n'expriment guère. Il n'y a de progrès possible pour elle que dans le long terme, quand le développement industriel créera enfin les emplois qui soulageront l'agriculture de cette énorme réserve humaine... Jusque là l'agriculture aura pour obligation d'en retenir le plus grand nombre et de lui permettre d'attendre, pour le moins de *survivre* » (9).

(9) Michel VILLENEUVE. *La situation de l'agriculture et son avenir dans l'économie marocaine*. Paris. LGDJ 1971, p. 209.

CONCLUSION

L'œuvre réalisée dans le secteur des barrages est gigantesque et le bilan des réalisations faites par le Maroc indépendant est largement positif. La moitié de tous les barrages, et parmi eux les plus grands, ont été construits ou améliorés depuis l'indépendance. L'option « barragiste » est loin d'être close, malgré le plan quinquennal 1973-77 qui prévoit une certaine pause.

L'avenir est assuré par un nombre de projets déjà amenés à des niveaux d'étude divers. Le Maroc présente des plaines importantes qui ne demandent qu'à être arrosées. Si la majorité de ces plaines reste insuffisamment arrosée, « il est plus aisé qu'ailleurs, au pied du chateau d'eau des Atlas, de développer l'irrigation » (10). Des investissements très importants ont été et sont encore consentis pour briser le principal goulot d'étranglement de la production agricole nord-africaine : l'eau.

Mais a-t-on épuisé toutes les autres ressources moins coûteuses et de productivité rapide comme le pompage lorsque la nappe phréatique est proche de la surface ? A-t-on déjà terminé tous les réseaux d'adduction, l'eau dépendant des barrages construits depuis un demi-siècle comme sur l'oued Beth au coeur du Gharb ?

Sur un programme de 13 860 ha prévus au plan quinquennal 1968-72 en équipement externe dans le périmètre de Beth au coeur du Gharb, 5 060 ha ont été réalisés. Où en sont les travaux d'assainissement et le bétonnage des séquias ?

Le projet Sebou n'a pas manqué d'insister sur la nécessité de mener de front la construction du réseau d'adduction d'eau et de drainage, l'aménagement interne des propriétés à irriguer, le remembrement et les réaménagements fonciers (11) et la construction du barrage lui-même.

Tout semble indiquer que les recommandations du projet n'ont pas toutes été suivies par le gouvernement. Réaménagements et distributions constituent un sérieux manque à gagner pour la grande bourgeoisie terrienne. L'Etat s'assignant comme objectif prioritaire l'intensification, doit composer avec ceux qui permettront cette intensification : les grands propriétaires.

La réforme agraire souvent promise n'arrive toujours pas. Le pauvre ne s'est toujours pas enrichi. D'ailleurs pourrait-il le faire sans appauvrir le riche qui au contraire n'a fait qu'accroître sa fortune ? La construction des grands barrages n'a débouché à l'heure actuelle que sur l'aggravation des inégalités sociales. En effet elle se rattache à ce type d'investissements que Benetti (12) appelle investissement de substitution, en ce sens qu'il tend à

(10) René DUMONT : *Industrialisation de l'Afrique du Nord*, 1952, p. 49.

(11) Le Gharb présente une situation exceptionnelle. En effet, le gouvernement ayant décidé de récupérer toutes les terres de colonisation, l'Etat se retrouve maître des 2/3 du patrimoine foncier. Cette situation a conduit le projet à proposer un réaménagement qui permette à tous les paysans du Gharb de disposer d'au moins 5 ha ou de son équivalent en travail.

(12) Carlo BENETTI : « L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés ».

ruiner la petite propriété paysanne, et, par voie de conséquence à libérer de la force de travail qui va grossir la réserve de la main-d'œuvre. La paupérisation s'accompagne nécessairement de l'accroissement du taux de la rente foncière, qui, « transformée en capital argent renforce la sphère haute de la demande et, par suite ses liens avec le marché international au détriment de l'extension du marché interne » (13).

Mohammed BENHLAL.

(13) TALHA Larbi : *art. cit.*, p. 185.